



## Le cas de la Bolivie et le plan Balboa pour l'Amérique Latine

Par [Homar Garcés](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 06 mai 2008

[El Correo](#) 6 mai 2008

Le *Plan Balboa* va-t-il être appliqué ? Cela dépendra des peuples et des gouvernements de notre Amérique.

Les prétentions d'autonomie des riches provinces de l'ouest de la Bolivie, basées sur un référendum convoqué pour le 4 mai 2008, dont la validité a été refusée par la Cour Électorale bolivienne, ainsi que par l'OEA, suppose une dure épreuve pour les changements initiés à travers le gouvernement par le Président Evo Morales, et de même pour l'avance et la consolidation de ceux qui, en suivant le modèle vénézuélien, se sont aussi développés en grande partie de notre Amérique. Pour cela, ce qui arrive en Bolivie, finira par affecter, d'une façon ou d'une autre la corrélation des forces entre les secteurs conservateurs ou de droite et les révolutionnaires, de même sur le rôle à tenir par les États-Unis dans ce qu'il a toujours considéré comme sa cour arrière. Pour les propriétaires terriens, cultivateurs du soja, entreprises minières, transnationales du gaz, exportateurs du pétrole et les intérêts politiques qui les défendent, la présence présidence d'Evo Morales leur est intolérable, à tel point que la sécession est l'un de leurs objectifs pour conserver leur pouvoir, comptant pour cela sur la bonne disposition du gouvernement Bush.

Ces plans nous rappellent l'exercice militaire réalisé par l'Espagne en 2001 dans une simulation d'une guerre d'invasion de l'occident au Venezuela depuis la Colombie et le Panama, à qui a été donné le nom de code d'*Opération Balboa*. Ce « jeu de guerre » comprenait des opérations par air, terre et mer, dans lesquelles les forces armées des États-Unis, avec ceux de ses alliés autorisés par la résolution 1580 de l'ONU, attaquaient l'ouest du Venezuela, occupant le riche territoire pétrolier de l'état de Zulia, pour ainsi en finir avec le gouvernement « tyrannique » vénézuélien, presque de la même façon comme cela a été fait en Irak avec Saddam Hussein. L'attaque de l'armée colombienne des membres des FARC sur le sol équatorien, a peut être été une mise au point d'un tel exercice de guerre, cherchant à connaître quelle serait la réaction des États et des peuples voisins dans le cas d'une étendue du conflit colombien à d'autres nations. Une vietnamisation de la région, chose qui favoriserait énormément les desseins hégémonistes de l'actuel gouvernant étasunien, en supprimant en même temps toute tentative de changement révolutionnaire, qui a un air de ressemblance quand il y a un demi-siècle, la Cuba socialiste déclencha des ardeurs de libération dans ce continent. C'est pourquoi, l'intérêt de l'impérialisme yankee de disposer de cette bonne occasion pour se défaire de Chavez et de ses alliés potentiels en Amérique Latine est indéniable, si un conflit armé éclate en Bolivie.

Ce qui est certain, c'est que la droite bolivienne montre les dents et la même chose peut arriver dans d'autres nations latinoaméricaines, poussée par Washington. Cette

confrontation semble inévitable et fait partie de la grande bataille que les peuples doivent dispenser pour se débarrasser du joug de la discrimination, de l'exploitation et de la misère. Il s'ensuit que la situation interne bolivienne est un reflet de ce que pourrait être la nouvelle stratégie dessinée depuis les États-Unis pour faire avorter toute tentative de changement, spécialement s'il affecte leurs intérêts économiques. Dans le cas du Venezuela, cette situation devait être observée avec une grande attention, puisqu'il y a des secteurs radicaux de l'opposition qui n'ont pas caché leurs désirs de voir les troupes impérialistes étasuniennes débarquer sur le territoire vénézuélien, faisant partie d'objectifs de l'actuel *Plan Colombia*, et renversant Hugo Chavez, dans une geste antinational qui ne leur cause aucune honte.

Compte tenu de tout cela, il est significatif, que plusieurs gouvernements et peuples latinoaméricains appellent au dialogue en Bolivie, convaincus qu'une sécession des quatre départements du « Croissant » (Pando, Beni, Santa Cruz et Tarija), représenterait une tragédie dans des proportions inconnues, semblables à celle de la Yougoslavie, qui impliquerait, d'une manière ou d'une autre, ses voisins. Ce n'est pas par hasard, si l'actuel ambassadeur des États-Unis à La Paz, Philip Goldberg, a été avant diplomate en Yougoslavie et qu'il ait promu le séparatisme du Kosovo, qui quelques années après s'est auto proclamé « un pays indépendant » et qui a été immédiatement reconnu pour les États-Unis. Le *Plan Balboa* s'appliquera-t-il ? Cela dépendra des peuples et des gouvernements de notre Amérique.

[Article original en espagnol](#), El Correo, 2 mai 2008.

*Traduction de l'espagnol pour El Correo de : Estelle et Carlos Debiasi.*

La source originale de cet article est [El Correo](#)  
Copyright © [Homar Garcés](#), [El Correo](#), 2008

---

Articles Par : [Homar Garcés](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)